

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :
 ROUBAIX-TOURCOING. — Trois mois. 13 fr. 50. — Six mois. 26 fr. — UN AN. 50 fr.
 NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE. — Les autres Départements et l'Étranger, les frais de poste en sus.
 Le prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION :
 Roubaix, rue Neuve, 17. — Tourcoing, rue des Poutains, 42
 Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
 Les Abonnements et Annonces sont reçus : À ROUBAIX, rue Neuve, 17. — À LILLE, rue du Curé-Saint-Étienne, 9 bis. — À PARIS chez MM. HAVAS, LAFITTE et Co, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28. — À BRUXELLES, À L'OFFICE DE PUBLI-CITÉ.

Le Président de la République ASSASSINÉ A LYON

On sait que le Président de la République, était à Lyon, depuis samedi soir. M. Carnot avait passé, sans incident, la journée de dimanche, dont nous rendons compte plus loin; lorsque, le soir, au moment où il sortait du Palais du Commerce, il a été frappé d'un coup de poignard, dans la région du cœur.

Le Président de la République a succombé à minuit 45 minutes.

Voici les dépêches que nos correspondants particuliers nous envoient sur cet épouvantable événement :

A 9 heures 30, au moment où M. Carnot venait de quitter le Palais du Commerce, se rendant au théâtre, afin d'assister à la représentation de gala, un individu a frappé le Président de la République d'un coup de poignard au cœur.

M. Carnot a été transporté à la Préfecture, son état paraît désespéré.

L'auteur de l'attentat a été arrêté.

Lyon, 24 juin.

M. Carnot a succombé à minuit 45.

LE CRIME

Lyon, 24 juin. — Un banquet, où M. Carnot avait pris la parole, venait de se terminer au Palais du Commerce. Il était neuf heures.

Le cortège s'était formé pour se diriger vers le théâtre où avait lieu une représentation.

M. Carnot avait pris place dans la première voiture; il était arrivé à la moitié de la façade du Palais du Commerce donnant sur la rue de la République, à égale distance de la place des Cordeliers et de la place de la Bourse.

Il était, de la part de la foule, l'objet d'acclamations enthousiastes, et il répondait de la façon la plus gracieuse, en remerciant de la main droite et en saluant de la main gauche avec son chapeau, lorsqu'un individu s'est précipité sur son landau et a aggravié brutalement le maréchal.

« Je marchais, dit le correspondant de l'Agence Havas, sur le trottoir de la rue de la République, à droite et à l'auteur de la voiture présidentielle.

« J'en étais séparé seulement par la haie que formait la foule, et je me trouvais en compagnie de M. Adrien Du puy, frère du président du Conseil, lorsque nous vîmes le landau occupé par le président de la République s'arrêter et M. Carnot, dont le visage était devenu livide, s'affaisser sur le dossier de la voiture.

L'ASSASSIN

« J'ai pu apercevoir le meurtrier. C'est un jeune homme de 20 à 25 ans, trapu, imberbe, vêtu d'un complet de laine couleur café au lait clair, avec casquette de même couleur.

Entre les sergents de ville qui l'escortaient, il marche tête baissée, comme s'il voulait, à un moment donné, se frayer un passage à travers ses gardiens.

Je l'accompagne jusqu'à l'extrémité de la place des Cordeliers. A ce moment, je croise l'escorte présidentielle qui parcourt à un galop la place de la Bourse.

Le landau occupé par M. Carnot et par le général Borius passe sous mes yeux avec la même allure, suivi par celui dans lequel se trouvent les officiers de la Maison militaire.

A la Préfecture

Nous montons la rampe de la cour d'honneur de la préfecture, au moment où s'arrête devant la porte principale, la voiture qui ramenait le président de la République.

Le général Borius, le préfet et le maire avaient mis pied à terre. Nous avons la douleur d'apercevoir le président de la République affaibli, inerte, et à travers sur les coussins du landau et les yeux éteints. Son gilet et sa ceinture de son pantalon sont débouclés.

La chemise sur laquelle se détache le grand cordon de la Légion d'honneur flotte au dehors teintée d'une large tache de sang qui indique que la plaie se trouve sur le côté gauche, au-dessous du cœur, à la hauteur du flanc.

M. Carnot est-il sans connaissance ou est-il mort? Nul à ce moment ne peut se prononcer.

Le général Borius, le préfet, le maire, les huissiers, le sergent de ville, le valet de la voiture, le transporteur à cheval, le valet de pied, les escaliers et les couloirs du premier étage. Ils vont s'étendre sur le lit de la chambre où il a passé la nuit précédente.

Le docteur Gaillat lui donne les premiers soins.

attiré par la splendeur des illuminations et par le désir de renouveler au chef de l'Etat les ovations de la journée.

Lyon, 24 juin. — La circulation est devenue impossible. A 9 heures 1/2 apparaît dans le fond de la rue de la République un landau traîné par des chevaux, au galop et précédé par quatre gendarmes fendant la foule.

Dans le landau sont MM. Adrien Dupuy, que je viens de quitter, Chaudey, député et Rivaud, préfet du Rhône.

La foule croit que c'est la tête du cortège, pousse un cri formidable de Vive Carnot! Vive la République!

Mais M. Chaudey, à la portière de droite et M. Rivaud à la portière de gauche, en proie à une poignante émotion répondent : « Ne criez pas; le président de la République vient d'être victime d'un attentat », ce qui a dans la foule un écho inouï, et de tous côtés partent des cris de malédiction et de vengeance.

MM. Rivaud et Chaudey se précipitent dans la loge qui avait été réservée au président de la République.

Tous les spectateurs se lèvent. M. Rivaud s'avance sur le bord de la loge et dit d'une voix entrecoupée : « Messieurs, le Président de la République vient d'être assassiné ».

Une explosion de fureur se produit dans la salle : A mort ! Vengeance ! crient les spectateurs.

MM. Rivaud et Chaudey se précipitent dans la loge qui avait été réservée au président de la République.

Tous les spectateurs se lèvent. M. Rivaud s'avance sur le bord de la loge et dit d'une voix entrecoupée : « Messieurs, le Président de la République vient d'être assassiné ».

Une explosion de fureur se produit dans la salle : A mort ! Vengeance ! crient les spectateurs.

Mgr Coullié

Dès que Mgr Coullié a été prévenu de l'attentat, il s'est rendu immédiatement à la préfecture.

Le coupable est italien

Lyon, 10 heures 10 soir. — La foule se rua aussitôt sur l'individu qui s'était jeté sur le landau présidentiel et que le préfet, M. Rivaud, assis à côté de M. Carnot, avait d'un coup de poing envoyé rouler sur la chaussée.

On cria : « Le président de la République vient d'être frappé d'un coup de poignard ».

En effet, ni mes compagnons ni moi n'avions entendu aucune détonation.

L'auteur de l'attentat était entre les mains de la foule dont l'indignation était à son comble. Ceux qui l'avaient arrêté menaçaient de l'écharper sur place. Les sergents de ville ont eu la plus grande peine à le tirer de leurs mains.

Il n'a pas fallu moins de dix gardiens de la paix pour protéger le coupable contre l'exaspération de la population.

Encore allait-il leur échapper lorsque des gardes à cheval de la municipalité lyonnaise eurent l'idée d'entourer le peloton des sergents de ville de leurs chevaux. Il ne fallut rien moins que cette manœuvre habile pour conduire au poste le meurtrier.

Lyon, 24 juin. — Le sergent du poste de la rue Molitor où l'assassin a été conduit au moment où j'y arrivais.

L'assassin était debout, adossé à la muraille de la pièce réservée aux gardiens de la paix.

Il avait les menottes et la tête baissée.

Presque au même temps sont arrivés M. Laine, préfet de police; Rosting, secrétaire général du Rhône pour la police; Pernot, commissaire spécial et Mayer, chef de division à la Préfecture.

Ils interrogèrent immédiatement le meurtrier, mais dans un très mauvais français, il déclare qu'il est d'origine italienne et se nomme Césario Giovanni Santo, il 22 ans, habitant cette ville depuis six mois et n'est à Lyon que depuis ce matin. Une partie de ces déclarations est exacte. On l'a déjà fouillé et on a trouvé sur lui un livret d'ouvrier visé à Paris le 20 juin 1894 et dans lequel il est dit qu'il est né à Montevico, province de Milan.

Invité à fournir de plus amples renseignements sur son état-civil, il demande un morceau de papier et l'écrit : Césario Giovanni Corso, Duca-Di-Genova-Presso-Distinissima Famiglia Magny, Francesco, ce qui est traduit ainsi : Césario Giovanni, cours du duc de Gènes, chez la famille bien connue de Magny Francesco. Impossible d'en tirer autre chose. Il dit qu'il ne parlera que devant la cour d'assises.

Au Théâtre

Lyon, 10 heures 27. — A neuf heures, tous les invités qui devaient assister à la représentation de gala, étaient présents au Grand Théâtre.

La salle offrait un coup d'œil superbe; les spectateurs attendaient avec impatience pour acclamer l'arrivée du Président de la République; lorsque tout à coup le bruit d'un coup de feu retentit.

Les femmes présentes ont jeté quelques cris d'épouvante, mais la grande majorité des spectateurs ne pouvait encore saisir l'authenticité de la nouvelle qui venait d'être apportée. Néanmoins, les personnages officiels ont quitté immédiatement le théâtre pour aller aux renseignements.

Tout Lyon était en ce moment sur la place du Théâtre et dans la rue de la République,

aussitôt avisés les préfets et le gouverneur de l'Algérie.

L'instruction

1 heure. — L'interrogatoire terminé, le meurtrier a été conduit au violon qui se trouve dans le sous-sol. Il a fallu user de violence pour l'y faire descendre. J'ai pu le suivre. La pièce n'est meublée que d'un lit de sangle et, pour l'éclairer, il a fallu emprunter des bougies dans le voisinage.

M. Lépine a reçu ensuite, au poste même, la déposition de deux témoins; le premier, Baptiste Doumergue, âgé de 60 ans, demeurant à Lyon, a ramassé le poignard dont s'est servi l'assassin. C'est une arme de 25 centimètres dont la poignée est en cuivre doré.

La gaine qui a été également trouvée sur la chaussée est en velours rayé de noir et de rouge. Le second témoin est un gardien de la paix qui a aidé l'inspecteur de police Dubois, attaché à l'Élysée, à arrêter Giovanni. Il n'a fait que confirmer ce que nous avons dit.

Lyon, 24 juin. — L'assassin serait un ouvrier boulanger qui a suivi pendant quelque temps le landau présidentiel attendant le moment favorable pour frapper.

La blessure de M. Carnot mesure 20 centimètres de profondeur et 2 centimètres de largeur.

DÉPART DE M^{ME} CARNOT POUR LYON

Paris, 24 juin. — Nous arrivons de l'Élysée. Le palais est fermé; toute communication est refusée.

Nous parvenons cependant à apprendre que Mme Carnot, avisée par téléphone, avec tous les égards usités en pareille circonstance, de l'attentat commis contre son mari, se dispose à partir immédiatement pour Lyon par train spécial.

Paris, 24 juin. — Le train spécial emmenant Mme Carnot est parti exactement à 11 h. 57. Il arrivera à Lyon à 8 h. 05. Il est composé d'un wagon dit salon et de deux fourgons.

Au moment de monter en voiture, Mme Carnot a reçu du général Borius un second télégramme disant que l'état était resté le même.

On a vu par une dépêche ultérieure que M. Carnot mourait une heure après.

Paris, minuit 40. — Le général Borius a adressé de Lyon au directeur de la Compagnie P.-L.-M., le télégramme suivant : « Tenir train à disposition immédiate de Mme Carnot. Président est blessé ».

Le colonel Courthes-Lapeyrot a reçu trois dépêches, la première annonçant simplement l'attentat, la deuxième faisant connaître que le foie était atteint et que par suite de l'abondante hémorragie qui s'était déclarée la situation était grave, enfin la troisième à 10 heures 40, disant que l'hémorragie était arrêtée et que l'état du blessé laissait de l'espoir.

Paris, 25 juin. — Le train spécial emmenant Mme Carnot et ses deux fils est parti exactement de la gare de Lyon à 1 h. 20 et arrivera à Lyon demain matin à 9 heures 1/2.

Le lieutenant Carnot, troisième fils du président de la République, en garnison à Dijon, montera dans le train à la gare de cette ville avec sa mère et ses frères.

Le mariage Carnot-Chiris

Détail curieux : On a affiché aujourd'hui aux maires des 8e et 10e arrondissements de Paris la première publication de M. Claude-François-Jean Carnot, second fils du président de la République, ingénieur civil des mines, avec Mlle Jeanne-Eugénie-Marquerite Chiris, fille de M. Chiris, sénateur des Alpes-Maritimes.

Le mariage religieux, dont la date n'est pas fixée, devait être célébré à la chapelle privée du Palais de l'Élysée.

La biographie de M. Carnot

M. Carnot, Marie-François-Sadi, fils de Lazare-Hippolyte Carnot, deuxième fils du conventionnel, est né à Limoges, en 1837, élève de l'École polytechnique en 1863.

Il a été préfet à Rouen et commissaire extraordinaire de la Défense nationale en 1871; député de la Côte-d'Or en 1871, il devint secrétaire de la gauche républicaine; élu de nouveau député de Beaune, le 30 février 1876, il fut nommé secrétaire de la Chambre; il fit partie des 363 réélus le 14 octobre 1877.

Nommé rapporteur du budget, et sous-secrétaire des travaux publics en 1878, il devint ministre des travaux publics à la mort de M. Barrois; il suivit M. de Freycinet dans sa retraite en septembre 1880.

Il fut réélu aux élections de 1881 et 1885; reprit le portefeuille des travaux publics dans le cabinet Brisson, en 1885; puis, celui des finances, quelques jours après, en remplacement de M. Clamageran. Il a été remplacé en 1886 par M. Doufin.

Le dénouement

Lyon, 24 juin. — M. Carnot vient de rendre le dernier soupir à minuit 45.

L'évanouissement du président de la République qui a succédé à l'attentat, a duré une heure environ. Dès qu'il a repris connaissance, il a demandé à parler à son compatriote, M. Conchare, maire de Beaune, qui assiste aux côtés de Lyon.

Paris, 24 juin. — La nouvelle de la mort est parvenue à l'Élysée à minuit 58. Le colonel Courthes-Lapeyrot a aussitôt transmis le télégramme au ministre de l'intérieur qui a

Elu président de la République le 3 décembre 1877, à la chute de M. Grévy, il eut de nombreuses difficultés à constituer un premier ministère, souvent remplacé depuis.

Au pouvoir, M. Carnot conserva une attitude correcte, et proclama la nécessité d'une politique d'apaisement.

M. Carnot a publié, en 1875, une traduction de la Révolution de 1648, de Stuart-Mill.

Les conséquences de la mort du Président de la République

La mort du Président de la République rend applicable l'article 7 de la Constitution ainsi conçu :

« En cas de vacance de la présidence de la République par décès ou toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau président ».

Dans l'intervalle, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

On pense que dans le conseil de demain, le gouvernement décidera la convocation du Congrès pour mercredi ou jeudi au plus tard.

Un télégramme du Président du Conseil

Paris, 24 juin. — M. Dupuy, président du Conseil, a adressé à M. Poincaré, directeur du personnel du cabinet au ministère de l'intérieur, le télégramme suivant, en l'invitant à le transmettre immédiatement aux présidents des deux Chambres, aux ministres, au gouverneur militaire de Paris, aux préfets, et sous-préfets :

Lyon, le 24 juin 1894, 9 h. 46 soir. — Le Président de la République a été frappé d'un coup de poignard dans le trajet de la Chambre de Commerce au Grand-Théâtre.

L'assassin a été arrêté aussitôt. Il tenait un placet d'une main et un poignard de l'autre. Le président a été transporté immédiatement à la préfecture où il est entouré des sommités médicales de Lyon.

Dans cette douloureuse épreuve le gouvernement associe la France à ses vœux pour le président de la République.

« Ch. Dercy »

Ce télégramme sera inséré demain matin au Journal officiel.

Un Conseil des ministres

Paris, 24 juin. — M. Dupuy rentrera ce matin à Paris. Un conseil des ministres sera tenu dans la matinée pour aviser aux mesures à prendre. Les ministres ont été avisés téléphoniquement à domicile d'avoir à y assister.

Détails divers

D'après une version recueillie par une agence officieuse, les membres des deux Chambres seraient appelés à se réunir en congrès à Versailles au plus tard mardi.

Les communications télégraphiques et téléphoniques avec Lyon ont été très difficiles, le gouvernement ayant occupé les fils.

On craint à Paris que les manifestations antillanaises à Lyon aient été plus graves que ne le disent les dépêches officieuses.

Le président du Sénat a conféré ce soir avec le président de la Chambre.

On a télégraphié au conservateur du palais de Versailles de venir à la présidence du Conseil.

Le président du Conseil et les présidents des Chambres

Paris, 24 juin. — M. Ch. Dupuy rentrera à Paris demain matin, à 8 h. 55.

Dès ce soir, il a fait télégraphier de Lyon aux présidents des deux Chambres pour les prier de venir se concerter avec lui sur les mesures à prendre.

Selon toutes probabilités, l'entrevue du président du Conseil avec MM. Challemel-Lacour et Casimir Périer aura lieu avant la réunion du Conseil des ministres qui n'est convoquée que pour 10 heures du matin.

Paris, 24 juin. — Les ministres présents à Paris tiennent actuellement une réunion à laquelle assistent, en outre, les présidents du Sénat et de la Chambre. On fait un premier examen relativement à la convocation du Congrès et des autres mesures à prendre.

Il se confirme que le Congrès aurait lieu immédiatement avant les élections. On ne croit pas que les candidats à la présidence soient nombreux, mais on peut fixer à coup sûr MM. Casimir Périer, Cavaignac et aussi, dit-on, M. Constans.

Lyon, minuit. — Plusieurs députés, MM. Burdeau, Chaudey, rentrent à Paris avec le cabinet du président du Conseil, reste à Lyon.

L'ÉMOTION À PARIS

Paris, 12 h. 20. — Des réductions de journaux et des ministères, la nouvelle de l'attentat s'est rapidement répandue dans tout Paris. Sur les boulevards, l'émotion va croissant. Une foule nombreuse se presse, boulevard Montmartre, devant la salle des dépêches du Petit Parisien où sont affichées d'instants en instants les dépêches de Lyon. L'indignation est générale. Les craintes sont vives. A plusieurs reprises, le bruit de

la mort de M. Carnot a couru dans la foule sur la foi des renseignements privés.

On rappelle que M. Carnot a souffert à plusieurs reprises, et comme cet organe a été intéressé par la blessure, on conclut que l'état du président est d'autant plus inquiétant.

Les ministres sont assésés par une foule de députés et d'hommes politiques, en quête de renseignements. Dans ce monde spécial, les prévisions sont les plus pessimistes. On envisage dès à présent l'éventualité du décès de M. Carnot.

Dans la ville, on remarque un déploiement de police inusité, patrouillierement devant l'ambassade d'Italie ou en rondes des manifestations, en raison de la nationalité de l'assassin.

Paris, 24 juin. — On remarque que M. Carnot a été frappé par un Italien, le jour même de l'anniversaire de la bataille de Solferino, à l'occasion duquel les députés italiens envoyaient aujourd'hui à la France des sentiments fraternels.

On vend sur le boulevard un supplément du *Niveau* annonçant l'attentat et qui s'enlève rapidement.

Des diplomates étrangers se pressent au quai d'Orsay pour prendre des nouvelles du gouvernement immédiatement à leur retour.

Aussi, à l'heure actuelle, la nouvelle est-elle connue dans le monde entier.

Au Velocé-Sport, rue Vivienne, on vient d'afficher une dépêche annonçant la mort du président. Cette nouvelle encore inexacte produit une grande sensation.

Un article de M. Drumont

Dans la *Libre Parole*, M. Drumont dit : « Ceux qui réfléchissent, verront là une manifestation inattendue du mouvement mystérieux et causeur qui travaille ces masses pressurées, auxquelles on a enlevé tout idéal, toute espérance et toute foi, sans leur donner, en échange, le bonheur matériel ».

L'impression à Marseille

Marseille, 24 juin. — La nouvelle de l'attentat a causé une émotion indescriptible. L'indignation contre les Italiens est à son comble. On redoute des représailles.

Les excès de la foule à Lyon

L'effervescence continue

Lyon, 25 juin, 3 heures du matin. — Après avoir sauté le café Isaac Casati, rue de la République, la foule s'est portée place Bellecour où elle a brisé les glaces du café Philippe Casati. Les agents de police, un instant débordés, ont réussi après de grands efforts à protéger l'établissement.

Les plus grandes mesures de précaution avaient été prises au début du conseil d'Italie. Les agents de police n'ont pu arrêter des bandes menaçantes qui se proposaient de manifester devant le conseil. Les bandes repoussées se sont dirigées vers les cris de : « Vive la France ! Vive l'armée ! ».

Les plus surexcités criaient aussi : « A bas l'Italie ! ».

Les mesures de police ont été prises avec beaucoup de décision. Des patrouilles de gendarmes et de gardes à cheval ont cessé de parcourir, à partir de minuit, toutes les rues de la ville, animées comme en plein jour, dans les rues et sur les places, on commente avec la plus grande vivacité le drame épouvantable. L'effervescence continue très grande.

Le préfet de police est reparti pour Paris au même temps que M. Dupuy. Dès dix heures, le président du conseil a télégraphié à Paris : « J'arrive, consignez les agents de la garnison ».

C'est le docteur Poincaré et non le docteur Ollier qui a fait le débridement de la plaie.

Un cousin germain de M. Carnot, M. Simon Cournot, maire d'une commune de la Côte-d'Or, et sa sœur étaient venus à Lyon à l'occasion des fêtes. Lorsqu'ils ont appris l'attentat, ils sont venus rendre des nouvelles de leur parent et pour ne pas frapper l'esprit du président, ils n'ont été introduits auprès de lui qu'un dernier moment, en même temps que l'archevêque.

Mme Carnot a été, aussitôt après l'attentat, informée de l'état de son mari par une dépêche du général Borius, transmise par le fils aîné qui, comme dans tous les déplacements, rejoint la préfecture au palais de l'Élysée.

Autre part, le colonel Chamoin a télégraphié à Mme Chamoin pour la prier de prévenir Mme Carnot avec tous les ménagements que la triste nouvelle comportait.

Les derniers moments

M. Carnot reçoit l'Extrême-Onction

Un témoin oculaire nous communique les détails suivants sur les derniers moments du président de la République :

A minuit il a reçu l'archevêque qui est resté quelques instants près de lui et qui s'est ensuite retiré dans une chambre voisine. A minuit et demi la mort était imminente.

L'archevêque a été rappelé, il est entré dans la chambre du président accompagné par son grand-vicaire, il a eu le temps de lui administrer l'extrême-onction. M. Carnot a eu une conscience très nette de son état, il a dit deux fois : « Je m'en vais », et comme le docteur Poincaré se penchait vers lui disant : « Vos yeux sont là, maisiez le président », M. Carnot lui a répondu d'une voix à peine perceptible : « Je suis bien heureux de leur présence ». Telles ont été ses dernières paroles. Quelques secondes après, le cœur avait cessé de battre et à minuit quarante-cinq, le président de la République venait de rendre son âme.

Récit d'un témoin

Lyon, 25 juin. — Voici une relation de la scène du mortuaire faite par deux témoins, M. et Mme Pellat, employés au télégraphe :

« Nous nous trouvions sur le passage du cortège présidentiel. Au moment où la voiture de M. Carnot

Le mort de M. Carnot a couru dans la foule sur la foi des renseignements privés.

On rappelle que M. Carnot a souffert à plusieurs reprises, et comme cet organe a été intéressé par la blessure, on conclut que l'état du président est d'autant plus inquiétant.

Les ministres sont assésés par une foule de députés et d'hommes politiques, en quête de renseignements. Dans ce monde spécial, les prévisions sont les plus pessimistes. On envisage dès à présent l'éventualité du décès de M. Carnot.

Dans la ville, on remarque un déploiement de police inusité, patrouillierement devant l'ambassade d'Italie ou en rondes des manifestations, en raison de la nationalité de l'assassin.

Paris, 24 juin. — On remarque que M. Carnot a été frappé par un Italien, le jour même de l'anniversaire de la bataille de Solferino, à l'occasion duquel les députés italiens envoyaient aujourd'hui à la France des sentiments fraternels.

On vend sur le boulevard un supplément du *Niveau* annonçant l'attentat et qui s'enlève rapidement.

Des diplomates étrangers se pressent au quai d'Orsay pour prendre des nouvelles du gouvernement immédiatement à leur retour.

Aussi, à l'heure actuelle, la nouvelle est-elle connue dans le monde entier.

Au Velocé-Sport, rue Vivienne, on vient d'afficher une dépêche annonçant la mort du président. Cette nouvelle encore inexacte produit une grande sensation.

Le coupable est italien

Lyon, 10 heures 10 soir. — La foule se rua aussitôt sur l'individu qui s'était jeté sur le landau présidentiel et que le préfet, M. Rivaud, assis à côté de M. Carnot, avait d'un coup de poing envoyé rouler sur la chaussée.

On cria : « Le président de la République vient d'être frappé d'un coup de poignard ».

En effet, ni mes compagnons ni moi n'avions entendu aucune détonation.

L'auteur de l'attentat était entre les mains de la foule dont l'indignation était à son comble. Ceux qui l'avaient arrêté menaçaient de l'écharper sur place. Les sergents de ville ont eu la plus grande peine à le tirer de leurs mains.

Il n'a pas fallu moins de dix gardiens de la paix pour protéger le coupable contre l'exaspération de la population.

Encore allait-il leur échapper lorsque des gardes à cheval de la municipalité lyonnaise eurent l'idée d'entourer le peloton des sergents de ville de leurs chevaux. Il ne fallut rien moins que cette manœuvre habile pour conduire au poste le meurtrier.

Lyon, 24 juin. — Le sergent du poste de la rue Molitor où l'assassin a été conduit au moment où j'y arrivais.

L'assassin était debout, adossé à la muraille de la pièce réservée aux gardiens de la paix.

Il avait les menottes et la tête baissée.

Presque au même temps sont arrivés M. Laine, préfet de police; Rosting, secrétaire général du Rhône pour la police; Pernot, commissaire spécial et Mayer, chef de division à la Préfecture.

Ils interrogèrent immédiatement le meurtrier, mais dans un très mauvais français, il déclare qu'il est d'origine italienne et se nomme Césario Giovanni Santo, il 22 ans, habitant cette ville depuis six mois et n'est à Lyon que depuis ce matin. Une partie de ces déclarations est exacte. On l'a déjà fouillé et on a trouvé sur lui un livret d'ouvrier visé à Paris le 20 juin 1894 et dans lequel il est dit qu'il est né à Montevico, province de Milan.

Invité à fournir de plus amples renseignements sur son état-civil, il demande un morceau de papier et l'écrit : Césario Giovanni Corso, Duca-Di-Genova-Presso-Distinissima Famiglia Magny, Francesco, ce qui est traduit ainsi : Césario Giovanni, cours du duc de Gènes, chez la famille bien connue de Magny Francesco. Impossible d'en tirer autre chose. Il dit qu'il ne parlera que devant la cour d'assises.

Au Théâtre

Lyon, 10 heures 27. — A neuf heures, tous les invités qui devaient assister à la représentation de gala, étaient présents au Grand Théâtre.

La salle offrait un coup d'œil superbe; les spectateurs attendaient avec impatience pour acclamer l'arrivée du Président de la République; lorsque tout à coup le bruit d'un coup de feu retentit.

Les femmes présentes ont jeté quelques cris d'épouvante, mais la grande majorité des spectateurs ne pouvait encore saisir l'authenticité de la nouvelle qui venait d'être apportée. Néanmoins, les personnages officiels ont quitté immédiatement le théâtre pour aller aux renseignements.

Tout Lyon était en ce moment sur la place du Théâtre et dans la rue de la République,

aussitôt avisés les préfets et le gouverneur de l'Algérie.

L'instruction

1 heure. — L'interrogatoire terminé, le meurtrier a été conduit au violon qui se trouve dans le sous-sol. Il a fallu user de violence pour l'y faire descendre. J'ai pu le suivre. La pièce n'est meublée que d'un lit de sangle et, pour l'éclairer, il a fallu emprunter des bougies dans le voisinage.

M. Lépine a reçu ensuite, au poste même, la déposition de deux témoins; le premier, Baptiste Doumergue, âgé de 60 ans, demeurant à Lyon, a ramassé le poignard dont s'est servi l'assassin. C'est une arme de 25 centimètres dont la poignée est en cuivre doré.

La gaine qui a été également trouvée sur la chaussée est en velours rayé de noir et de rouge. Le second témoin est un gardien de la paix qui a aidé l'inspecteur de police Dubois, attaché à l'Élysée, à arrêter Giovanni. Il n'a fait que confirmer ce que nous avons dit.

Lyon, 24 juin. — L'assassin serait un ouvrier boulanger qui a suivi pendant quelque temps le landau présidentiel attendant le moment favorable pour frapper.

La blessure de M. Carnot mesure 20 centimètres de profondeur et 2 centimètres de largeur.

DÉPART DE M^{ME} CARNOT POUR LYON

Paris, 24 juin. — Nous arrivons de l'Élysée. Le palais est fermé; toute communication est refusée.

Nous parvenons cependant à apprendre que Mme Carnot, avisée par téléphone, avec tous les égards usités en pareille circonstance, de l'attentat commis contre son mari, se dispose à partir immédiatement pour Lyon par train spécial.

Paris, 24 juin. — Le train spécial emmenant Mme Carnot est parti exactement à 11 h. 57. Il arrivera à Lyon à 8 h. 05. Il est composé d'un wagon dit salon et de deux fourgons.

Au moment de monter en voiture, Mme Carnot a reçu du général Borius un second télégramme disant que l'état était resté le même.

On a vu par une dépêche ultérieure que M. Carnot mourait une heure après.

Paris, minuit 40. — Le général Borius a adressé de Lyon au directeur de la Compagnie P.-L.-M., le télégramme suivant : « Tenir train à disposition immédiate de Mme Carnot. Président est blessé ».

Le colonel Courthes-Lapeyrot a reçu trois dépêches, la première annonçant simplement l'attentat, la deuxième faisant connaître que le foie était atteint et que par suite de l'abondante hémorragie qui s'était déclarée la situation était grave, enfin la troisième à 10 heures 40, disant que l'hémorragie était arrêtée et que l'état du blessé laissait de l'espoir.

Paris, 25 juin. — Le train spécial emmenant Mme Carnot et ses deux fils est parti exactement de la gare de Lyon à 1 h. 20 et arrivera à Lyon demain matin à 9 heures 1/2.

Le lieutenant Carnot, troisième fils du président de la République, en garnison à Dijon, montera dans le train à la gare de cette ville avec sa mère et ses frères.

Le mariage Carnot-Chiris

Détail curieux : On a affiché aujourd'hui aux maires des 8e et 10e arrondissements de Paris la première publication de M. Claude-François-Jean Carnot, second fils du président de la République, ingénieur civil des mines, avec Mlle Jeanne-Eugénie-Marquerite Chiris, fille de M. Chiris, sénateur des Alpes-Maritimes.

Le mariage religieux, dont la date n'est pas fixée, devait être célébré à la chapelle privée du Palais de l'Élysée.

La biographie de M. Carnot

M. Carnot, Marie-François-Sadi, fils de Lazare-Hippolyte Carnot, deuxième fils du conventionnel, est né à Limoges, en 1837, élève de l'École polytechnique en 1863.

Il a été préfet à Rouen et commissaire extraordinaire de la Défense nationale en 1871; député de la Côte-d'Or en 1871, il devint secrétaire de la gauche républicaine; élu de nouveau député de Beaune, le 30 février 1876, il fut nommé secrétaire de la Chambre; il fit partie des 363 réélus le 14 octobre 1877.

Nommé rapporteur du budget, et sous-secrétaire des travaux publics en 1878, il devint ministre des travaux publics à la mort de M. Barrois; il suivit M. de Freycinet dans sa retraite en septembre 1880.

Il fut réélu aux élections de 1881 et 1885; reprit le portefeuille des travaux publics dans le cabinet Brisson, en 1885; puis, celui des finances, quelques jours après, en remplacement de M. Clamageran. Il a été remplacé en 1886 par M. Doufin.

Le dénouement

Lyon, 24 juin. — M. Carnot vient de rendre le dernier soupir à minuit 45.

L'évanouissement du président de la République qui a succédé à l'attentat, a duré une heure environ. Dès qu'il a repris connaissance, il a demandé à parler à son compatriote, M. Conchare, maire de Beaune, qui assiste aux côtés de Lyon.

Paris, 24 juin. — La nouvelle de la mort est parvenue à l'Élysée à minuit 58. Le colonel Courthes-Lapeyrot a aussitôt transmis le télégramme au ministre de l'intérieur qui a

Elu président de la République le 3 décembre 1877, à la chute de M. Grévy, il eut de nombreuses difficultés à constituer un premier ministère, souvent remplacé depuis.

Au pouvoir, M. Carnot conserva une attitude correcte, et proclama la nécessité d'une politique d'apaisement.

M. Carnot a publié, en 1875, une traduction de la Révolution de 1648, de Stuart-Mill.

Les conséquences de la mort du Président de la République

La mort du Président de la République rend applicable l'article 7 de la Constitution ainsi conçu :

« En cas de vacance de la présidence de la République par décès ou toute autre cause, les deux Chambres réunies procèdent immédiatement à l'élection d'un nouveau président ».

Dans l'intervalle, le Conseil des ministres est investi du pouvoir exécutif.

On pense que dans le conseil de demain, le gouvernement décidera la convocation du Congrès pour mercredi ou jeudi au plus tard.

Un télégramme du Président du Conseil

Paris, 24 juin. — M. Dupuy, président du Conseil, a adressé à M. Poincaré, directeur du personnel du cabinet au ministère de l'intérieur, le télégramme suivant, en l'invitant à le transmettre immédiatement aux présidents des deux Chambres, aux ministres, au gouverneur militaire de Paris, aux préfets, et sous-préfets :

Lyon, le 24 juin 1894, 9 h. 46 soir. — Le Président de la République a été frappé d'un coup de poignard dans le trajet de la Chambre de Commerce au Grand-Théâtre.

L'assassin a été arrêté aussitôt. Il tenait un placet d'une main et un poignard de l'autre. Le président a été transporté immédiatement à la préfecture où il est entouré des sommités médicales de Lyon.

Dans cette douloureuse épreuve le gouvernement associe la France à ses vœux pour le président de la République.

« Ch. Dercy »

Ce télégramme sera inséré demain matin au Journal officiel.

Un Conseil des ministres

Paris, 24 juin. — M. Dupuy rentrera ce matin à Paris. Un conseil des ministres sera tenu dans la matinée pour aviser aux mesures à prendre. Les ministres ont été avisés téléphoniquement à domicile d'avoir à y assister.

Détails divers

D'après une version recueillie par une agence officieuse, les membres des deux Chambres seraient appelés à se réunir en congrès à Versailles au plus tard mardi.

Les communications télégraphiques et téléphoniques avec Lyon ont été très difficiles, le gouvernement ayant occupé les fils.

On craint à Paris que les manifestations antillanaises à Lyon aient été plus graves que ne le disent les dépêches officieuses.

Le président du Sénat a conféré ce soir avec le président de la Chambre.

On a télégraphié au conservateur du palais de Versailles de venir à la présidence du Conseil.

Le président du Conseil et les présidents des Chambres

Paris, 24 juin. — M. Ch. Dupuy rentrera à Paris demain matin, à 8 h. 55.

Dès ce soir, il a fait télégraphier de Lyon aux présidents des deux Chambres pour les prier de venir se concerter avec lui sur les mesures à prendre.

Selon toutes probabilités, l'entrevue du président du Conseil avec MM. Challemel-Lacour et Casimir Périer aura lieu avant la réunion du Conseil des ministres qui n'est convoquée que pour 10 heures du matin.

Paris, 24 juin. — Les ministres présents à Paris tiennent actuellement une réunion à laquelle assistent, en outre, les présidents du Sénat et de la Chambre. On fait un premier examen relativement à la convocation du Congrès et des autres mesures à prendre.

Il se confirme que le Congrès aurait lieu immédiatement avant les élections. On ne croit pas que les candidats à la présidence soient nombreux, mais on peut fixer à coup sûr MM. Casimir Périer, Cavaignac et aussi, dit-on, M. Constans.

Lyon, minuit. — Plusieurs députés, MM. Burdeau, Chaudey, rentrent à Paris avec le cabinet du président du Conseil, reste à Lyon.

L'ÉMOTION À PARIS

Paris, 12 h. 20. — Des réductions de journaux et des ministères, la nouvelle de l'attentat s'est rapidement répandue dans tout Paris. Sur les boulevards, l'émotion va croissant. Une foule nombreuse se presse, boulevard Montmartre, devant la salle des dépêches du Petit Parisien où sont affichées d'instants en instants les dépêches de Lyon. L'indignation est générale. Les craintes sont vives. A plusieurs reprises, le bruit de

la mort de M. Carnot a couru dans la foule sur la foi des renseignements privés.

On rappelle que M. Carnot a souffert à plusieurs reprises, et comme cet organe a été intéressé par la blessure,